

Les surrégénérateurs en accusation

Cette prise de position ne manquera pas d'alimenter la polémique en France au moment justement où l'on se lance résolument dans la voie des surrégénérateurs.

La construction d'une centrale de ce type a d'ailleurs commencé à Creys-Malville (Isère) en dépit d'une contestation qui dépasse largement le cadre du nucléaire « classique ». Et les arguments repris par la commission britannique sont les mêmes que ceux que font valoir les écologistes français.

LONDRES :

De notre envoyé spécial permanent

Robert de SUZANNET

C'est une grosse bombe que la commission royale sur la pollution de l'environnement, nommée en 1974, a fait exploser à Londres hier matin en publiant un rapport de deux cents pages sur les dangers des centrales nucléaires du type « surrégénérateur ». Le verdict est formel, la Grande-Bretagne devrait éviter de trop s'engager dans cette voie. Elle devrait attendre le plus longtemps possible, dans l'espoir que le besoin de centrales de ce genre ne se fasse plus sentir.

D'une part, explique la commission, on a largement sous-estimé le problème du traitement des déchets nucléaires. Or, le plutonium qui sera produit dans les centrales surrégénératrices demeurera radio-actif pendant des dizaines de milliers d'années et à ce jour aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour se débarrasser de cet élément redoutable.

Le gouvernement, ajoute d'autre part la commission, ne semble pas avoir mesuré à sa juste valeur le danger du terrorisme qui ne fera que croître à la mesure de la multiplication des centrales surrégénératrices.

Il est parfaitement possible, expose-t-elle, qu'un groupe de terroristes arrive à s'emparer d'une certaine quantité de plutonium et réussisse à fabriquer une arme grossière mais efficace.

Enfin, même si l'on admet que les centrales surrégénératrices présentent moins de risques d'accidents nucléaires que les centrales atomiques classiques, elles demeurent extrêmement dangereuses en raison du sodium liquéfié des circuits de refroidissement.

Sur tous ces points, le rapport de la commission promet d'être d'autant plus explosif que le gouvernement doit prendre dans les semaines qui viennent la décision de mettre en chantier une première centrale de taille commerciale qui fournira dans dix ans 1.300 mégawatts. D'autre part, la Grande-Bretagne se trouve, avec la France, en tête de la technologie mondiale dans le domaine des réacteurs surrégénérateurs : c'est donc des années d'étude et d'efforts que le rapport de la commission remet en question.

D'une façon plus générale, le rapport est particulièrement sévère pour les visions futuristes du ministère de l'Énergie qui envisage de faire passer au cours des années à venir la part de l'énergie nucléaire dans la production britannique d'électricité de 13 % actuellement à 60 % ; ce qui rendrait indispensable la construction d'innombrables centrales à surrégénérateurs.

Cela, affirme la commission avec beaucoup de force, n'est ni souhaitable, ni même probable. D'une part, on manquerait d'emplacements adéquats. Et la Grande-Bretagne tout entière serait littéralement couverte de pylones de lignes à haute tension. D'autre part, le coût serait prohibitif. Enfin, il est impossible d'évaluer le bouleversement climatique qu'une telle multiplication de la quantité de chaleur émise par les centrales nucléaires provoquerait tant sur la pluviosité que sur les températures extérieures. La commission recommande donc qu'une part plus modeste (19 %) soit faite à l'énergie nucléaire.